



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



LA FAO ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Autonomiser les communautés
locales pour réaliser le
Programme 2030

Référence bibliographique à citer:

FAO. 2022. *La FAO et les objectifs de développement durable.*

Autonomiser les communautés locales pour réaliser le

Programme 2030. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc2063fr>

COUVERTURE: Dans un Afghanistan menacé par la faim, des champs de blé cultivés grâce au soutien de la FAO dans le district de Balkh
©FAO/Hashim Azizi



ODD ET TRANSFORMATION DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES


Réchauffement climatique, surexploitation des ressources, écarts de richesse criants: le monde est confronté à une accumulation de dangers. Nous serons peut-être 10 milliards d'êtres humains en 2050, alors que satisfaire nos besoins en nourriture sollicite déjà lourdement la planète. La biodiversité est en berne. La résurgence de conflits met en péril les approvisionnements alimentaires. La mauvaise nutrition mine la santé. Le stress hydrique assèche des régions entières. Des millions d'enfants sont encore privés d'éducation primaire. Les inégalités entre les genres menacent le tissu social. Le changement climatique, la déforestation et la surexploitation des ressources entraînent aujourd'hui l'humanité dans une redoutable spirale.

Pour inverser la tendance, 193 pays se sont mis d'accord sur un Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD) – ce qu'il faut saluer. Mais avoir établi un programme d'action ne suffit pas. Alors qu'il reste moins de dix ans avant l'échéance, nous ne sommes pas en bonne voie d'atteindre les objectifs fixés. Et comme si la situation n'était déjà pas assez grave, les deux terribles années que nous venons de traverser avec la pandémie de covid-19 ont fait perdre des gains acquis sur de nombreux fronts.



En 2019, le Rapport mondial sur le développement durable avait mis en avant les systèmes alimentaires et la nutrition comme points d'entrée pour induire des effets transformateurs dans l'ensemble des domaines couverts par les ODD. Ils le sont encore aujourd'hui – plus que jamais. Les systèmes agroalimentaires sont essentiels à la survie de l'humanité et pour mettre le monde à l'abri de la faim: sans eux, aucun ODD, notamment l'élimination de la faim et de la pauvreté, ne pourra être atteint. Il est vrai également que, tels qu'ils existent actuellement, les systèmes agroalimentaires sont déséquilibrés, ils peuvent perpétuer des injustices, et ils génèrent une grande part d'émissions nocives. Pour que les systèmes agroalimentaires ne soient plus le problème mais la solution, nous devons en extirper les éléments inextricablement associés à des inégalités et à la dégradation de l'environnement. Et pour le faire intelligemment et montrer que c'est possible, il nous faut commencer par le bas, au niveau des communautés locales.





**LES QUATRE
AMÉLIORATIONS
CIBLÉES PAR LA FAO:
UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE
POUR ACCÉLÉRER LA
RÉALISATION DES ODD**

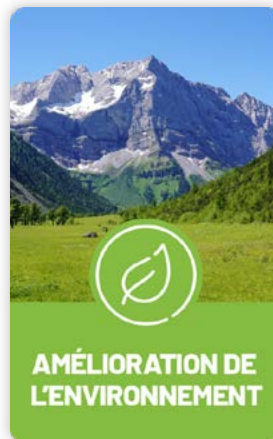
La FAO est totalement investie dans la réalisation des ODD, qui font intrinsèquement partie de sa théorie générale du changement. C'est pourquoi le cadre stratégique adopté en juillet 2021 par l'Organisation entend appuyer la mise en œuvre du Programme 2030 en facilitant la transformation des systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, inclusifs, résilients et durables. Cette approche a été résumée par la formule «**améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie** en ne laissant personne de côté».

Plus qu'un concept, les quatre améliorations constituent un principe structurant pour le travail de la FAO autour de l'ODD1 (Pas de pauvreté), l'ODD2 («Faim zéro») et l'ODD10 (Inégalités réduites), mais également pour faire avancer l'ensemble du Programme 2030. Les actions menées pour atteindre l'ODD2 et mettre en place des systèmes agroalimentaires durables accéléreront les progrès en direction de la plupart des autres objectifs et cibles. Les ODD clés et les indicateurs auxquels ils sont associés – notamment tous les indicateurs pour lesquels la FAO est l'organisme responsable ou auxquels elle contribue – nous disent où faire porter plus spécialement nos efforts, nous incitent à suivre le progrès et nous guident pour définir les résultats et les impacts à obtenir à moyen ou à long terme.



Les quatre améliorations ne représentent pas des trajectoires distinctes ou excluantes en direction du Programme 2030. Elles traduisent et exploitent au contraire l'interdépendance des dimensions économiques, sociales et environnementales des systèmes agroalimentaires. Ces interconnexions se manifestent habituellement dans trois grands domaines: la productivité agricole, l'impact environnemental et la viabilité sociale (étant entendu que la productivité est liée principalement à la viabilité économique). L'approche de la FAO sur les systèmes agroalimentaires fait donc de l'agriculture – au-delà de ses fonctions productives et macroéconomiques – le moyen d'assurer la sécurité alimentaire, de procurer des moyens d'existence résilients, de promouvoir l'innovation et de catalyser des investissements et des partenariats.

La présente publication illustre le travail accompli par la FAO autour des quatre améliorations afin de concourir à la réalisation des objectifs de développement durable.



AMÉLIORATION DE LA PRODUCTION

L'amélioration de la production vise à assurer des modes de consommation et de production durables grâce à des chaînes d'approvisionnement performantes et inclusives en matière d'alimentation et d'agriculture, à l'échelon local et au-delà. En cela, elle favorise la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients et durables face à l'évolution des conditions climatiques et environnementales.

L'amélioration de la production passe par:

- *une augmentation de la productivité*, se traduisant par des revenus plus élevés pour les producteurs et une plus grande abondance de produits de base pour la population;
- *une agriculture durable*, favorisant une hausse de la productivité et une plus grande sécurité alimentaire, mais également des écosystèmes en bonne santé et une gestion durable des ressources naturelles;
- *une utilisation efficace de l'eau douce*, afin de satisfaire les besoins tant d'irrigation que de consommation des populations, et les rendre ainsi plus résilientes;
- *des prélèvements d'eau douce accrus* afin de fournir aux populations des quantités d'eau suffisantes et d'améliorer la santé publique et le bien-être;
- *la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée* pour assurer des moyens d'existence aux communautés de pêcheurs;
- *une gestion durable des forêts* afin de générer un double dividende sur le plan des revenus locaux et de la préservation des ressources.



MADAGASCAR: UNE VARIÉTÉ DE RIZ PLUS RENTABLE AMÉLIORE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES AGRICULTEURS

CIBLE 2.3 | Indicateur 2.3.1

Volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière



Contexte:

À Madagascar, une grande partie de la population – en particulier en milieu rural – mange du riz trois fois par jour. Mais avec un revenu journalier moyen inférieur à 1,90 dollar des États-Unis, l'insécurité alimentaire est omniprésente. Par ailleurs, la production nationale de riz ne parvient pas à suivre la demande et le pays est donc fortement dépendant des importations.

Actions de la FAO:

Dans le cadre d'un projet de coopération Sud-Sud lancé en 2019 sous l'égide de la FAO entre la Chine et Madagascar, des experts chinois ont introduit une variété de riz offrant de meilleurs rendements, mise au point spécialement pour être adaptée aux conditions climatiques et pédologiques de l'île. Une formation a été dispensée aux producteurs familiaux.

Résultats:

En moins d'un an, les volumes récoltés à l'hectare ont en moyenne triplé. L'objectif est d'étendre la formation à un millier de riziculteurs pour, à terme, multiplier la production par quatre.

Impact:

L'introduction de la nouvelle variété marque une étape vers l'autosuffisance de Madagascar en riz, avec en corollaire une baisse des factures d'importations. Elle améliore aussi les connaissances des producteurs, renforce la sécurité alimentaire au niveau local, et apporte une certaine stabilité aux communautés.

L'égrenage du riz sur un vieux baril, dans la région de Betroka (Madagascar)
©FAO/Yasuyoshi Chiba



MACÉDOINE DU NORD: DES OPÉRATIONS DE REMEMBREMENT POUR GAGNER EN PRODUCTIVITÉ

CIBLE 2.4 | Indicateur 2.4.1

Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable



Contexte:

La parcellisation des terres est l'une des conséquences du processus de (re)privatisation qui a eu lieu en Europe centrale et orientale. En Macédoine du Nord, les grandes coopératives d'État ont été découpées en une multitude d'exploitations faisant en moyenne moins de deux hectares. Pour cette raison, le pays a eu du mal à accroître la production et passer à une agriculture de marché.

Actions de la FAO:

Le projet MAINLAND financé par la FAO et l'Union européenne, en étroite coopération avec le Ministère de l'agriculture, des forêts et de l'économie de l'eau de la Macédoine du Nord, a pour objectif d'augmenter la taille des exploitations et d'améliorer les infrastructures agricoles.

Résultats:

Dans le village d'Egri, une majorité de propriétaires fonciers ont choisi de remembrer leurs terres, montrant ainsi l'exemple au reste du pays. Le nombre de parcelles a été réduit et leur forme régularisée. L'opération devrait se traduire par une hausse de 30 à 40 pour cent des rendements.

Impact:

Le remembrement améliore la compétitivité et génère de nombreuses demandes de financements auprès de l'UE pour investir dans de nouvelles machines agricoles. Des extensions du système d'irrigation au goutte-à-goutte, qui favorise la diversification des cultures, sont également prévues.

Opération pilote de remembrement de
terres agricoles à Egri (Macédoine du
Nord), sous les auspices de la FAO
© FAO



GUATEMALA: L'EAU DE PLUIE RÉCUPÉRÉE POUR L'AGRICULTURE ET LA PISCICULTURE DANS LE COULOIR DE LA SÉCHERESSE

CIBLE 6.4 | Indicateur 6.4.2

Niveau de stress hydrique: prélèvements d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles



Contexte:

Le couloir de la sécheresse (*Corredor Seco*) au Guatemala est l'une des régions les plus arides de la planète. Là-bas, 1,2 million d'êtres humains dont le régime alimentaire est constitué essentiellement de maïs et de haricots doivent se débrouiller avec deux tiers d'eau en moins par rapport aux autres habitants du pays. Jusqu'en 2016, la municipalité de Chiquimula ne disposait d'aucune infrastructure locale d'alimentation en eau: tous les cinq ans, trois récoltes étaient perdues en moyenne.

Actions de la FAO:

Grâce à un concours financier du Gouvernement suédois, la FAO a travaillé avec le Ministère guatémaltèque de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation pour installer un système de récupération des eaux pluviales. Il permet de recueillir le peu d'eau de pluie qui tombe pendant la saison humide et de l'empêcher de s'évaporer – dans le cas présent avec un ingénieux bonus: des escargots et des tilapias sont élevés dans les réservoirs.

Résultats:

En l'espace d'un an, les villageois du couloir de la sécheresse se sont mis à manger et à vendre du poisson et des escargots. Le rendement des cultures de base a augmenté, et les cultures de légumes n'ont jamais été aussi florissantes.

Impact:

Ce type de projet ouvre l'agriculture familiale à de nouvelles méthodes et à des technologies nouvelles peu coûteuses. Les indicateurs locaux de sécurité alimentaire et de nutrition s'améliorent considérablement. En investissant dans les moyens d'existence des populations, la FAO nous rapproche de l'objectif «Faim zéro» et améliore considérablement l'efficacité d'utilisation de l'eau en agriculture.



Des tilapias au menu des programmes
d'alimentation scolaire financés par la
FAO à Minas Abajó (Guatemala)
© NOOR pour la FAO/Pep Bonet

GUINÉE: L'APPLICATION DES ACCORDS INTERNATIONAUX A PERMIS DE RÉTABLIR LE COMMERCE DU POISSON

CIBLE 14.6 | Indicateur 14.6.1

État d'avancement de la mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée



Contexte:

La pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) risque de détruire les moyens d'existence des communautés de pêcheurs, de menacer la sécurité alimentaire et la nutrition, de ravager la biodiversité, et de fausser le commerce local et international. Elle est souvent associée à des conditions de travail dangereuses ou indécentes, et parfois à des délits graves. Avec l'aide de la FAO, les pays s'unissent pour combattre la pêche INDNR et font des progrès remarquables.

Actions de la FAO:

L'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port (Accord MREP) de la FAO est destiné à prévenir, décourager et éliminer le phénomène en empêchant les navires pratiquant la pêche INDNR d'utiliser les ports et de débarquer leurs prises. La conservation à long terme et l'utilisation durable des écosystèmes et des ressources marines vivantes sont en jeu. En collaboration étroite avec la FAO, la Guinée – qui a rejoint la liste toujours plus longue des signataires de l'Accord MREP – a déployé d'importants efforts pour assurer la bonne application de l'Accord.

Résultats:

Deux ans après avoir signé l'Accord, la Guinée est devenue l'un de fers de lance de la lutte contre la pêche INDNR et a obtenu le retrait des sanctions commerciales de l'UE à son encontre.

Impact:

Les progrès accomplis en vue d'éliminer la pêche INDNR, pays par pays, contribuent à préserver la biodiversité, protègent les moyens d'existence des communautés de pêcheurs, favorisent un commerce équitable au niveau local et international, et améliorent la sécurité alimentaire. Le fait qu'un PMA (pays les moins avancés) ait obtenu de tels résultats démontre le potentiel transformateur de l'Accord MREP.



Réparation d'un filet en Guinée,
où la pêche INDNR est réprimée
©FAO/Desirey Minkoh

DOMINIQUE: DÉVELOPPER DES MOYENS D'EXISTENCE PLUS RÉSILIENTS DANS LES ÎLES VULNÉRABLES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

CIBLE 14.7 | Indicateur 14.7.1

Proportion du PIB correspondant aux activités de pêche durables dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés, et tous les pays.



Contexte:

L'élévation du niveau de la mer et la multiplication des tempêtes violentes et des ouragans représentent une grave menace pour les vies humaines et les moyens d'existence des populations dans les petits États insulaires en développement (PEID) comme la Dominique. Le secteur aquacole du pays avait déjà beaucoup reculé en raison des changements intervenus dans les priorités gouvernementales, et la facture des importations de poisson et de produits à base de poisson avait sensiblement augmenté.

Actions de la FAO:

Dans le cadre du projet CC4FISH d'adaptation au changement climatique du secteur de la pêche dans les Caraïbes orientales, la FAO a travaillé avec le Gouvernement dominicain pour dynamiser la production de crevettes afin d'en faire un moteur du développement de la pêche durable.

Résultats:

Depuis la première éclosion locale en août 2020, des larves ont été distribuées aux aquaculteurs souhaitant élever des crevettes mieux valorisées pour répondre à la demande intérieure. Encouragés par les premiers résultats, les responsables des pêches et les membres de l'équipe du projet ajoutent maintenant de nouvelles exploitations aquacoles à leur liste de distribution.

Impact:

Le projet CC4FISH couvre sept pays des Caraïbes orientales: Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago. En développant l'aquaculture et en la rendant résiliente au climat, la FAO aide les pays insulaires à augmenter le revenu des ménages grâce à des produits mieux valorisés.



Le projet CCAFISH de la FAO encourage l'élevage des crevettes d'eau douce dans les Caraïbes
©FAO/Dwayne Benjamin

PAPOUASIE- NOUVELLE-GUINÉE: DES STRATÉGIES DE GESTION DES FORÊTS PERMETTANT D'ABAISSEZ LES ÉMISSIONS

CIBLE 15.2 | Indicateur 15.2.1

Progrès vers la gestion durable des forêts



Contexte:

Les forêts abritent la plus grande biodiversité de la planète. Elles nous fournissent de l'eau et de la nourriture et procurent également des moyens d'existence. Mais elles sont menacées: mettre fin à la déforestation et gérer les ressources forestières de façon durable constitue aujourd'hui un enjeu crucial pour l'humanité. Pour y parvenir, nous avons impérativement besoin d'informations sur l'état des forêts.

Actions de la FAO:

La FAO apporte une assistance technique et des outils novateurs afin de recueillir le type de données nécessaires pour gérer et protéger les forêts. Un total de 45 pays – dont la Papouasie-Nouvelle-Guinée – bénéficient d'un appui de l'Organisation pour mettre au point un Système national de surveillance des forêts (SNSF) performant.

Résultats:

En un an, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a élaboré une stratégie d'atténuation pour les forêts et réduit les émissions de l'équivalent d'un millième du total des émissions considérées comme imputables à l'agriculture dans le monde.

Impact:

La FAO joue un rôle de premier plan dans la diffusion de stratégies de gestion forestière fondées sur des données scientifiques auprès des membres vulnérables de la communauté internationale. Les interventions de l'Organisation ont des effets catalyseurs et transformateurs, en particulier dans les petits pays très exposés comme les PEID.



Identification des oiseaux dans
un camp de l'Initiative nationale
pour les forêts près de Kupiano
(Papouasie-Nouvelle-Guinée)
© ONU-REDD/FAO/Cory Wright

LA FAO ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMÉLIORATION DE LA NUTRITION

2021 a été déclarée par l'ONU Année
internationale des fruits et légumes
©Unsplash/Taylor Kiser

L'amélioration de la nutrition vise à éliminer la faim, concrétiser la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition sous toutes ses formes, notamment en promouvant des aliments nutritifs et en facilitant l'accès à des régimes alimentaires sains.

L'amélioration de la nutrition passe par:

- *le recul de la sous-alimentation*, en particulier pendant les premières années de la vie, pour avec des individus en bonne santé, productifs;
- *la disponibilité d'aliments sains*, condition nécessaire au bien-être général;
- *une plus grande sécurité alimentaire*, conduisant à des prix alimentaires plus équilibrés et à un meilleur accès des populations modestes à tous les produits et services;
- *une meilleure sécurité sanitaire des aliments* afin de préserver la santé publique et de réduire la mortalité prématurée des mères et des enfants due aux maladies non transmissibles;
- *une amélioration de la distribution* dans le secteur alimentaire pour réduire les pertes et le gaspillage de nourriture et augmenter l'autosuffisance locale.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO: LA DIVERSIFICATION DE L'ALIMENTATION FAIT RECULER LA MALNUTRITION

CIBLE 2.1 | Indicateur 2.1.1

Prévalence de la sous-alimentation



Contexte:

Comme beaucoup d'autres femmes congolaises, Georgette Iyenze s'est enfuie dans la forêt pour échapper à des affrontements intercommunautaires. Elle est ensuite rentrée chez elle, dans la province de Sankuru, avec trois de ses huit enfants en état de malnutrition sévère.

Actions de la FAO:

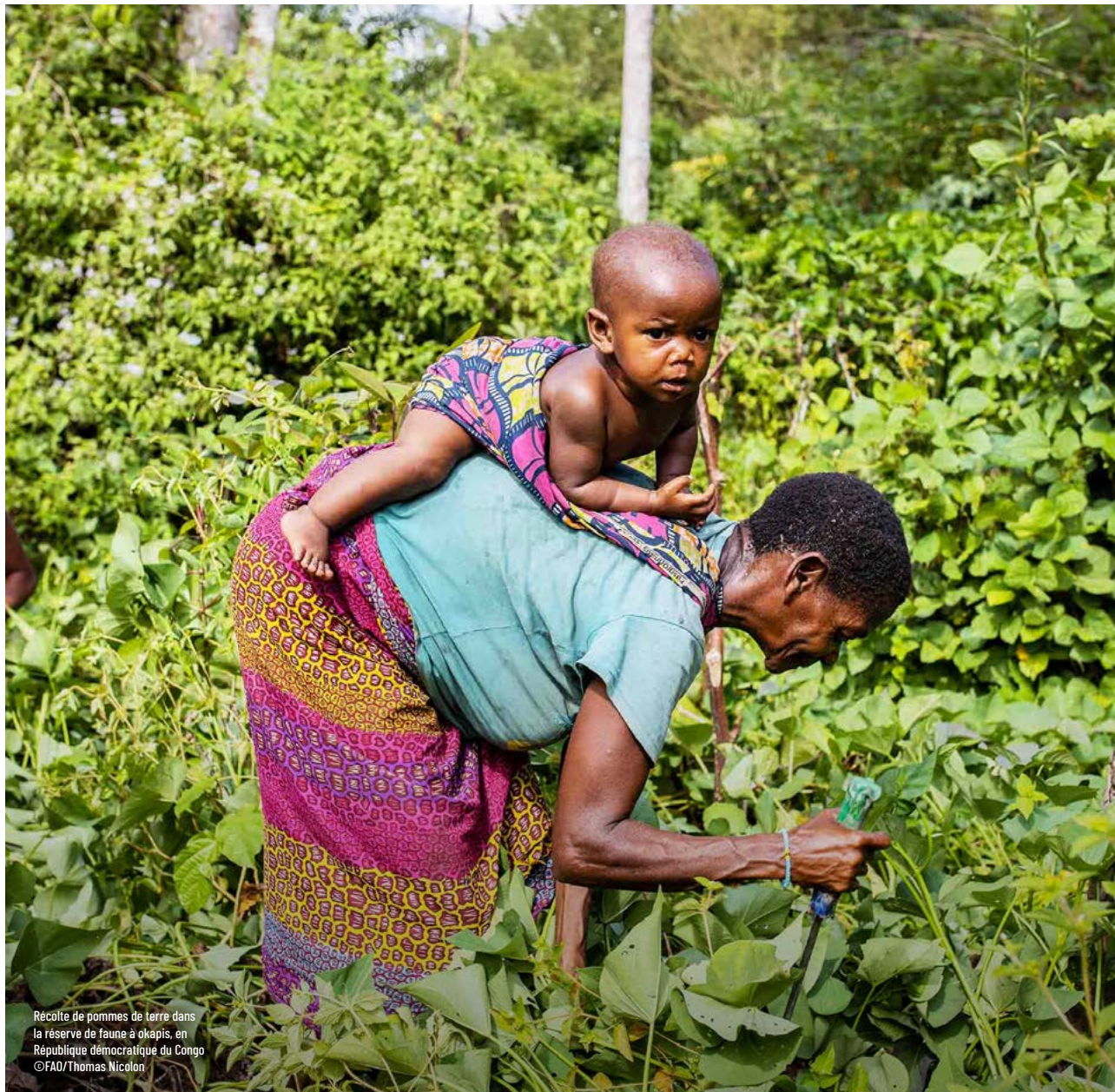
Grâce à des financements de la Belgique et de l'Union européenne, la FAO s'est attaquée à la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans et chez les femmes enceintes et allaitantes, dans la province de Sankuru. Le projet a confié à la communauté le soin de dépister les enfants à leur domicile. Chaque ménage a reçu le matériel nécessaire pour cultiver des légumes. Des démonstrations de cuisine ont également aidé les femmes à nourrir leurs enfants avec des aliments sains.

Résultats:

Georgette Iyenze s'est rendue deux fois par semaine au centre de santé de Sankuru pour assister aux démonstrations de cuisine nutritive organisées par le personnel de la FAO avec l'équipe médicale du centre et l'ONG congolaise Cœur de Compassion. Les données recueillies en 2019 ont montré que le centre de santé avait traité 220 enfants atteints de malnutrition dans le secteur et que, grâce aux formations sur la nutrition, 32 enfants ne souffraient plus de malnutrition.

Impact:

Grâce aux actions menées par la FAO sur plusieurs fronts, un plus grand nombre d'enfants ont pu bénéficier d'une nutrition adéquate au cours des 1000 premiers jours de leur vie. Son travail renforce la sécurité alimentaire à la fois à court terme, en réduisant l'émaciation et le retard de croissance, et à long terme, en posant les fondements d'une meilleure santé pour les générations futures.



Récolte de pommes de terre dans
la réserve de faune à okapis en
République démocratique du Congo
©FAO/Thomas Nicolon

MOZAMBIQUE, ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE, NÉPAL, CAMBODGE, SÉNÉGAL, TOGO ET EL SALVADOR: GARANTIR LE DROIT À L'ALIMENTATION

CIBLE 2.1 | Indicateur 2.1.2

Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (échelle FIES)



Contexte:

L'alimentation est un droit de la personne humaine, inscrit dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Pour encourager sa mise en œuvre, les États Membres de la FAO ont adopté les Directives volontaires sur le droit à l'alimentation.

Actions de la FAO:

L'Organisation a travaillé au Kenya, au Mozambique, au Togo et au Sénégal, dans l'État plurinational de Bolivie et en El Salvador, et au Cambodge et au Népal pour aider à concrétiser le droit à l'alimentation des groupes vulnérables. Des rencontres de cocréation des savoirs, des dialogues sur les politiques et des partenariats ont permis de définir des normes et de développer les capacités institutionnelles.

Résultats:

Le Secrétariat technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition du Mozambique, le Conseil national bolivien pour l'alimentation et la nutrition, et le Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition du El Salvador ont été renforcés pour assurer le pilotage des processus normatifs et d'élaboration des politiques en matière de droit à l'alimentation. Le Népal a inscrit ce droit dans sa Constitution. Des consultations régionales d'experts organisées en Colombie, au Kenya et au Sénégal ont rassemblé des spécialistes de l'alimentation, des parlementaires et des responsables publics, dont le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. Des études menées au Cambodge, au Sénégal et au Togo ont analysé l'impact des politiques en matière de genre dans ce domaine.

Impact:

Les Directives sur le droit à l'alimentation ont influencé les actions menées dans le monde pour éliminer la faim et la malnutrition. Fondées sur les droits de la personne humaine, elles restent pleinement d'actualité dans le contexte du Programme 2030.



Dans une cantine de Brasília (Brésil).
Le programme d'alimentation scolaire du
pays est un exemple pour le monde entier
©FAO/Ubirajara Machado

CONCEVOIR DES POLITIQUES PUBLIQUES ET UTILISER DES CHEMINS D'IMPACT CAPABLES DE RÉDUIRE LA MALNUTRITION ET L'ÉMACIATION CHEZ LES ENFANTS

CIBLE 2.2 | Indicateur 2.2.2

Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation). Concerne aussi l'ODD3 (bonne santé et bien-être)



CIBLE 3.2 | Indicateur 3.2.1

Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans



Contexte:

La forme de malnutrition la plus mortelle, l'émaciation, est caractérisée par une détérioration rapide de l'état nutritionnel dans un laps de temps très court chez les enfants de moins de cinq ans; elle est associée à un risque de décès multiplié par douze.

Actions de la FAO:

À la demande du Secrétaire général des Nations Unies, la FAO et différentes institutions partenaires ont élaboré et financent ensemble un [Plan d'action mondial sur l'émaciation chez les enfants](#). Il vise à abaisser la prévalence de l'émaciation chez les enfants, à moins de 5 pour cent d'ici à 2025 et à moins de 3 pour cent d'ici à 2030. Les recommandations énoncées dans les documents de stratégie nationaux ont été comparées au Plan d'action mondial afin d'évaluer les engagements des gouvernements. Cette analyse a conduit à la publication de cartes d'état des lieux sur les politiques des pays.

Résultats:

La FAO a élaboré un tableau de bord interactif global et simple d'emploi, organisé par pays, système et action prioritaire. Le Plan d'action mondial a également introduit une série de notes d'orientation propres à chaque secteur pour accompagner les pouvoirs publics et les partenaires, en s'appuyant sur l'expérience de 12 pays.

Impact:

Par des actions d'information et de soutien en matière de politique publique, la FAO contribue à préserver et améliorer la nutrition des populations à risque et touchées par des crises. L'Organisation encourage la mise en place d'un environnement favorable pour renforcer l'articulation entre aide humanitaire, développement et paix afin d'améliorer la nutrition et d'atteindre l'ODD2 «Faim zéro».



Au Soudan du Sud, des mères déplacées dans leur propre pays amènent leurs enfants dans un centre de soins pédiatriques de Médecins Sans Frontières (MSF)
©FAO/Giuseppe Carotenuto

ALIMENTATION SCOLAIRE ISSUE DE LA PRODUCTION LOCALE: AMÉLIORER LA NUTRITION DE L'ENFANT TOUT EN SOUTENANT LES PETITS AGRICULTEURS

CIBLE 2.2 | Indicateur 2.2.2

Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (surpoids et émaciation). Concerne aussi l'ODD3 (bonne santé et bien-être)



CIBLE 3.2 | Indicateur 3.2.1

Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans



Contexte:

Les programmes d'alimentation scolaire permettent de nourrir les enfants et d'étendre l'accès à l'éducation. De plus, un nombre croissant d'autorités publiques achètent à des petits producteurs locaux les denrées utilisées pour préparer les repas scolaires («alimentation scolaire issue de la production locale»).

Actions de la FAO:

Les bailleurs de fonds étant de plus en plus sollicités pour financer des initiatives nationales d'alimentation scolaire, la FAO s'est engagée aux côtés du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et du Fonds international de développement agricole (FIDA) dans la [Fondation mondiale pour la nutrition des enfants](#), le [Partenariat pour le développement de l'enfant](#), et le [Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique](#).

Résultats:

La FAO a aidé l'Angola, le Honduras et le Pérou à intégrer le poisson dans leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire, les encourageant à faire une place aux artisans-pêcheurs et aux petits aquaculteurs dans leurs systèmes de passation de marchés.

Impact:

Les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale stimulent la production alimentaire locale, créent des débouchés pour les producteurs et transformateurs ruraux ayant peu accès aux marchés, et contribuent au développement socioéconomique des communautés. Au Honduras, la FAO a constaté un «taux d'acceptabilité» – qui évalue dans quelle mesure les enfants sont prêts à manger le poisson – de 100 pour cent pour les plats de tilapia dans les trois écoles testées; au Pérou, les taux d'acceptabilité pour les anchois salés sous vide, qui peuvent se conserver 12 mois, atteignait 88 pour cent. Les taux d'acceptabilité étaient également élevés en Angola pour la soupe de poisson, la tourte au poisson et les croquettes de poisson à base de maquereau en poudre.



L'Initiative de la FAO «L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim» en action à Aldea el Horizonte (Guatemala)
©NOOR pour la FAO/Pep Bonet

KENYA: LES AGRICULTEURS ONT GAGNÉ EN INFLUENCE EN SE REGROUPANT POUR CULTIVER LA TERRE ET VENDRE LEURS PRODUITS

CIBLE 2.c | Indicateur 2.c.1

Indicateur d'anomalies des prix
alimentaires



Contexte:

Les agriculteurs ont un moyen d'augmenter leur pouvoir de négociation en se regroupant pour travailler la terre et commercialiser leur production, sur la base d'accords conclus avec les acheteurs. Dans le sud et le centre du Kenya, quelque 15 000 agriculteurs se sont réunis en groupements de 15 à 30 producteurs. Plusieurs groupements de producteurs constituent à leur tour une union locale qui est normalement immatriculée auprès de l'autorité du comté.

Actions de la FAO:

La FAO a soutenu le processus d'association et aidé à dispenser aux groupements de producteurs des formations sur l'agriculture de conservation et sur la réduction des coûts de production et des pertes après récolte, les normes de qualité et la sélection et le conditionnement de leur production.

Résultats:

Les revenus des agriculteurs ont augmenté et sont devenus plus réguliers. Par le biais des groupements de producteurs et des unions locales, les agriculteurs peuvent aussi accéder à des prêts pour acheter moins cher des semences, des engrais et des pesticides, et également louer du matériel.

Impact:

La FAO joue un rôle essentiel en matière de suivi, d'analyse et de diffusion des données sur les prix alimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, depuis les producteurs jusqu'aux consommateurs, aussi bien sur les marchés intérieurs qu'internationaux. En appuyant l'établissement de groupements de producteurs et d'unions locales, la FAO agit également en faveur de prix à la production plus justes et de moyens d'existence plus stables.



Récolte de sorgho, une culture résistante à la sécheresse qui constitue un aliment de base dans le comté de Tharaka Nithi (Kenya)
©FAO/Tian Cai



AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT

L'amélioration de l'environnement vise à protéger et restaurer les écosystèmes terrestres et marins, promouvoir leur utilisation durable et lutter contre le changement climatique (réduction, réutilisation, recyclage et gestion des résidus) grâce à des systèmes agroalimentaires plus efficaces, inclusifs, résilients et durables.

L'amélioration de l'environnement passe par:

- *la conservation de la biodiversité endémique* afin que les communautés locales puissent continuer d'utiliser les espèces endémiques à des fins alimentaires, agricoles et médicinales;
- *la protection des races locales* pour permettre aux communautés locales de maintenir leurs moyens d'existence traditionnels;
- *la mise en œuvre de pratiques, de politiques et de programmes agricoles climato-intelligents* afin d'atténuer les effets du changement climatique et de rendre les communautés locales résilientes face à l'évolution du climat;
- *l'accroissement des stocks de poisson*, qui profite aux communautés de pêcheurs, en particulier dans les zones côtières vulnérables;
- *la protection des écosystèmes marins*, qui se traduit par un meilleur accès des petits pêcheurs aux ressources marines, et par une amélioration des droits d'accès lorsqu'ils sont associés à la gestion de ces ressources;
- *la conservation des écosystèmes forestiers* pour garantir la fourniture de services écosystémiques forestiers à tous, et plus spécialement aux communautés locales et montagnardes.



MALI: PROTÉGER ET PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ DES SEMENCES POUR AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES ET SÉCURISER LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

CIBLE 2.5 | Indicateur 2.5.1

Nombre de ressources génétiques
a) végétales et b) animales destinées à
l'alimentation et à l'agriculture sécurisées
dans des installations de conservation à
moyen ou à long terme



Contexte:

La biodiversité des cultures fortifie les systèmes agroalimentaires face au changement climatique, aux espèces envahissantes, à la pollution, à l'étalement urbain et à l'usage abusif des terres. Au Mali, par exemple, le riz et le millet sont des aliments de base. Mais les rendements ont chuté à cause de la sécheresse, qui a ravagé 80 pour cent des cultures de riz pluvial.

Actions de la FAO:

Le [Fonds fiduciaire pour le partage des avantages](#), créé par le [Traité international de la FAO sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture](#), aide les agriculteurs des pays en développement à sauvegarder et utiliser la diversité phytogénétique pour assurer la sécurité alimentaire. Au Mali, on a pu ainsi identifier grâce au Fonds des variétés de riz locales à la fois robustes et à haut rendement.

Résultats:

Le travail du Fonds avec les producteurs locaux et les communautés à travers l'Institut d'économie rurale a permis de préserver 266 variétés locales de riz, et d'identifier celles qui donnent un rendement maximal tout en étant tolérantes à la sécheresse et à l'excès d'eau. Des mesures ont été prises pour améliorer l'accès des producteurs à ces variétés, dont des graines ont aussi été envoyées récemment à la [Réserve mondiale de semences du Svalbard](#).

Impact:

En contribuant à la gestion durable des ressources génétiques des plantes cultivées dans les pays en développement, le Fonds a renforcé la sécurité alimentaire et amélioré les moyens d'existence de plus d'un million de personnes.



La FAO a distribué de grandes quantités de semences de céréales améliorées et d'engrais dans la région de Mopti (Mali)
©FAO/B.Ceers

FONDS VERT POUR LE CLIMAT: DES PROJETS NOVATEURS POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE MONDE ENTIER

CIBLE 13.a | Indicateur 13.a.1

Montants (en dollars des États-Unis) fournis et mobilisés chaque année par rapport à l'objectif actuel de mobilisation collective au titre de l'engagement de 100 milliards de dollars jusqu'en 2025



Contexte:

Les forêts contribuent de façon essentielle à maintenir notre planète en bonne santé. Le fait que 11 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre soient liées à la déforestation est dramatique.

Actions de la FAO:

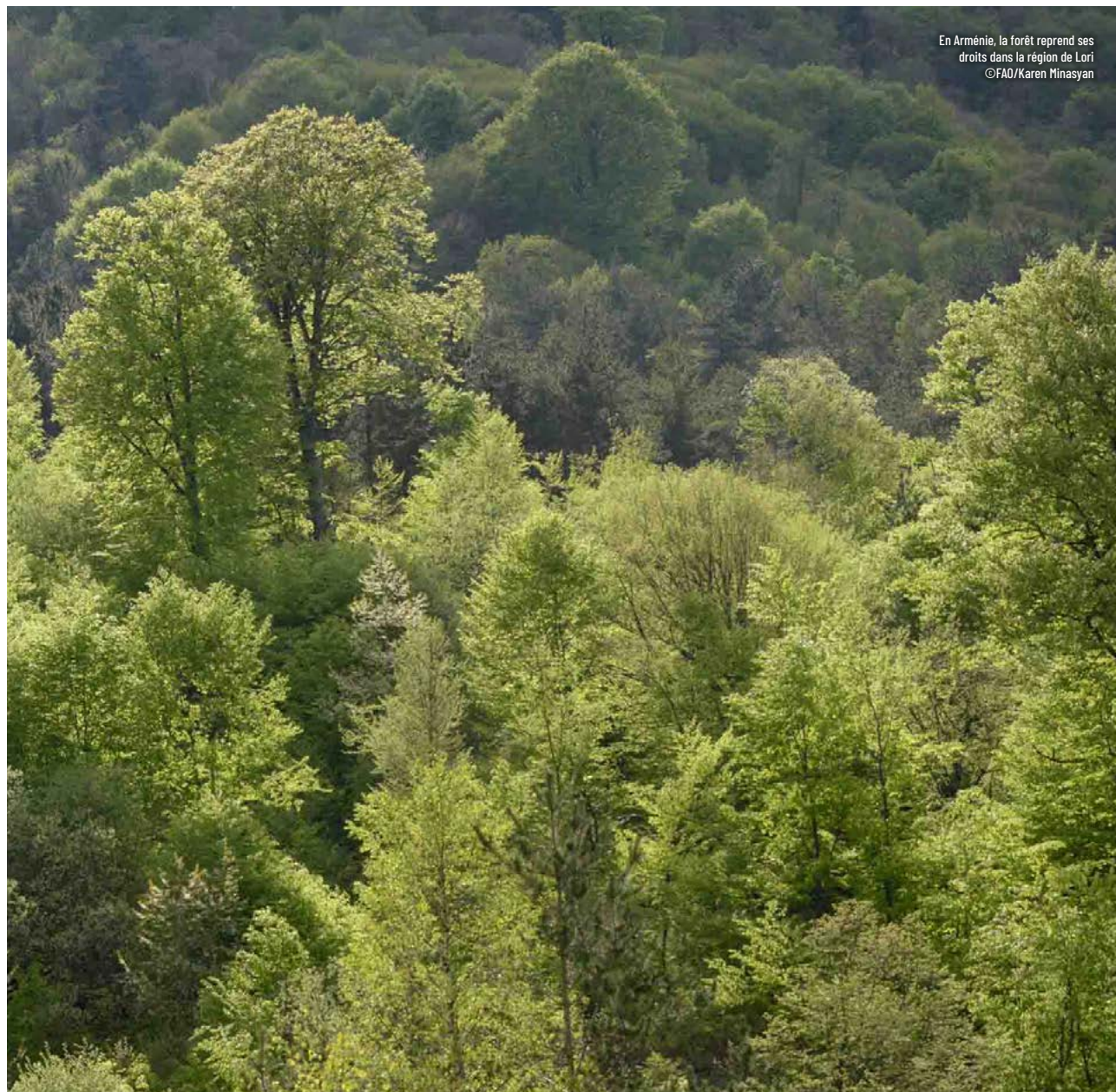
La FAO a aidé une quarantaine de pays à accéder aux ressources du [Fonds vert pour le climat \(FVC\)](#) dans le but d'atteindre les objectifs climatiques. L'un des projets vise à réduire la déforestation en Argentine. Un autre propose des solutions énergétiques moins émettrices pour l'habitat rural en Arménie. Un autre encore porte sur la sauvegarde des paysages au Népal. Et le premier projet africain FAO-FVC s'emploiera à développer la production cacaoyère sans déboisement en Côte d'Ivoire.

Résultats:

En Argentine, près de 3 000 familles locales et autochtones sont associées à des activités d'aménagement du territoire visant à restaurer les forêts naturelles et à prévenir les feux de forêt ou à y répondre. En Arménie, le projet du FVC encouragera l'utilisation de poêles améliorés pour diminuer la consommation de bois de 30 pour cent. Au Népal, le projet du FVC aidera près de 200 000 foyers à atténuer les effets des phénomènes météorologiques extrêmes. En Côte d'Ivoire, le projet encourage les systèmes agroforestiers de production cacaoyère naturellement ombragés.

Impact:

Les communautés étant associées à la gestion de leurs propres ressources, il y aura moins de risques que des forêts soient défrichées illégalement. En favorisant l'appropriation et l'engagement, on fait aussi reculer les causes de la déforestation par le fait que le bois et les autres produits comme le miel et les fruits à coque sont produits et vendus dans des conditions durables.



En Arménie, la forêt reprend ses
droits dans la région de Lori
©FAO/Karen Minasyan

OCÉANS DU GLOBE: RENFORCER LES INSTITUTIONS POUR LUTTER CONTRE LA SURPÊCHE

CIBLE 14.4 | Indicateur 14.4.1

Proportion de stocks de poissons dont le niveau est biologiquement viable



Contexte:

Indispensables à nos écosystèmes, les océans sont extrêmement complexes à gérer. Aucun pays n'administre seul ce que l'on appelle les zones hors juridiction nationale (ABNJ), mais tous ont en commun le devoir de les protéger.

Actions de la FAO:

Le Programme Common Oceans ABNJ (2014–2019) a amélioré la gestion des pêches et la conservation de la biodiversité. Financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et piloté par la FAO, le Programme a contribué à réduire la surpêche du thon, à protéger la vie marine, à préserver des écosystèmes vulnérables, et à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR).

Résultats:

Dix-huit nouveaux sites ont été créés pour protéger la vie marine menacée, diminuer la mortalité des mammifères marins, et attirer des investissements pour combattre la pêche INDNR. Sur les 13 principaux stocks de thon commerciaux, huit ne sont plus en surpêche. Une seconde phase du Programme a été approuvée, pilotée par la FAO et mise en œuvre conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Impact:

Le Programme a recueilli des données et réalisé des études sur les effets des activités de pêche dans les zones océaniques ABNJ. Il a aussi permis directement de réduire le nombre de mammifères marins pêchés involontairement («captures accidentelles»). Grâce à ce programme surtout, des espèces de poisson surexploitées sont revenues à des niveaux durables.



La ferme piscicole de Volma dans le district
de Cherven, près de Minsk (Biélarus)
©FAO/Sergei Gapon

ÉTHIOPIE, INDE, NICARAGUA ET RWANDA: LA TECHNOLOGIE GÉOSPATIALE AU SERVICE DE LA SURVEILLANCE DU REBOISEMENT

CIBLE 15.1 | Indicateur 15.1.1

Surface des zones forestières, en proportion de la surface terrestre



Contexte:

Les forêts de la planète continuent de reculer à un rythme alarmant. Il est indispensable d'avoir des systèmes de surveillance locale de qualité pour suivre les succès et les échecs et pour stimuler et multiplier les investissements dans ce domaine.

Actions de la FAO:

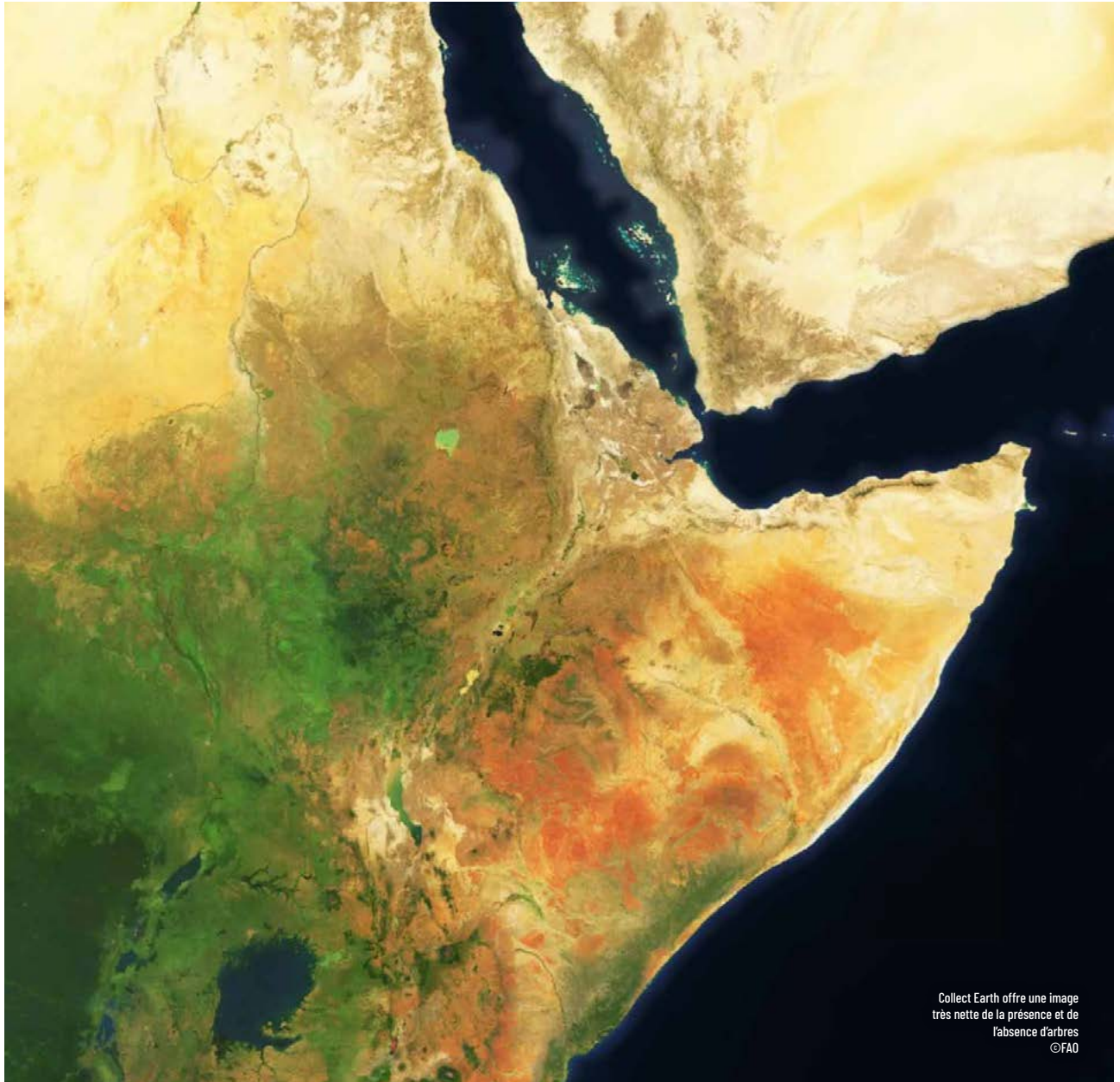
Dans le nord-est du Nicaragua, la FAO a compté les arbres en passant contrat avec un prestataire de services internet par satellite et en lançant une opération de cartographie participative. Les données ont été injectées dans l'outil Open Foris de la FAO, [Collect Earth](#), qui utilise des images de la NASA, de l'Agence spatiale européenne, de Google Earth et des données sur la planète de l'Initiative internationale de la Norvège pour le climat et les forêts. Les données validées compilées dans Collect Earth sont ensuite versées dans le [Système d'accès, de traitement et d'analyse des données d'observation de la Terre \(SEPAL\)](#) de la FAO.

Résultats:

Les experts et les habitants du Nicaragua ont pu mettre à jour de précédentes enquêtes et suivre les progrès de la restauration du couvert forestier. Le «mapathon» organisé dans ce pays a été suivi d'un autre en Éthiopie. Dans une région de l'Inde, les participants locaux ont recensé les points où un couvert forestier était présent et ceux où il était possible de planter des arbres supplémentaires. Dans un district du Rwanda, le mapathon a fait apparaître une plus grande quantité d'arbres que celle à laquelle on s'attendait.

Impact:

Les mapathons offrent un nouveau moyen d'associer différentes parties prenantes, notamment les responsables publics chargés des forêts, qui ont leurs priorités, et les petits exploitants, qui ont les leurs. Grâce à l'utilisation de séries de données satellite historiques, ces exercices permettent aux pouvoirs publics d'adopter une gestion adaptative face à l'évolution du climat.



Collect Earth offre une image
très nette de la présence et de
l'absence d'arbres
©FAO

INDICE DE COUVERT VÉGÉTAL MONTAGNEUX: DES MÉTHODES NOVATRICES POUR SURVEILLER LA SANTÉ DES ÉCOSYSTÈMES DE MONTAGNE

CIBLE 15.4 | Indicateur 15.4.2

Indice de couvert végétal montagneux



Contexte:

Les écosystèmes montagnards sont une source de ressources vitales pour une part importante de la population mondiale. Ils sont hélas particulièrement vulnérables au changement climatique, ce qui est d'autant plus grave que l'insécurité alimentaire y est élevée.

Actions de la FAO:

Avec le Centre mondial de surveillance pour la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement, la FAO a élaboré des outils gratuits «open source» afin de renforcer les capacités techniques nationales de communication de rapports sur l'indice de couvert végétal montagneux.

Résultats:

La FAO a conclu des accords avec des fournisseurs de données pour l'utilisation d'images d'observation de la Terre. L'Organisation a également mis au point une méthode conçue pour simplifier et automatiser la mesure et le suivi de l'indice de couvert végétal montagneux à partir de produits d'observation de la Terre. En 2021, cette méthode a valu à la FAO de se voir décerner le Prix GEO des objectifs de développement durable dans la catégorie «Organisme responsable d'ODD».

Impact:

Les données d'observation de la Terre contribuent à la fois directement et indirectement à améliorer la disponibilité, la qualité et l'homogénéité des indicateurs des ODD. Dans le cadre de son travail d'amélioration permanente du suivi des progrès réalisés en direction des ODD, la FAO est ainsi amenée à collaborer avec les États Membres et d'autres organisations pour perfectionner la méthode de mesure de l'indice du couvert forestier montagneux.

Surveillance de l'environnement
andin au Pérou
©FAO/Edson Vandeira



A photograph of a man and a young girl in a garden. The man, on the right, is smiling and looking at the girl. The girl, on the left, is also smiling and holding a bunch of fresh leafy greens. The man is holding another bunch of leafy greens. The background is a lush green garden with various plants.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE

L'amélioration des conditions de vie vise à promouvoir une croissance économique inclusive en réduisant les inégalités (entre zones urbaines et zones rurales, pays riches et pays pauvres, femmes et hommes).

L'amélioration des conditions de vie passe par:

- *l'augmentation des revenus des petits producteurs alimentaires*, qui contribue au bien-être général de leurs communautés;
- *l'allocation de dépenses publiques* au secteur agricole, afin d'aider les communautés rurales, fortement tributaires de l'agriculture, à s'assurer des moyens d'existence;
- *la sécurisation de l'accès au foncier* par la promotion de la propriété ou de droits renforcés sur les terres agricoles, qui permet aux femmes et aux hommes de bâtir des communautés prospères;
- *l'accès des femmes à la propriété et au contrôle des terres*, qui devrait réduire les inégalités entre les genres et avoir ainsi des effets positifs sur le bien-être de la communauté tout entière.



RWANDA: DES MESURES DE PROTECTION SOCIALE POUR PERMETTRE AUX PETITES AGRICULTRICES DE DÉVELOPPER LEURS ACTIVITÉS

CIBLE 2.3 | Indicateur 2.3.2

Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone



Contexte:

Au Rwanda, la terre est fertile dans le district de Rubavu, mais la plupart des agriculteurs n'ont pas accès à des semences ni à des engrais et ne connaissent pas les bonnes pratiques agraires. Conséquence: on trouve dans cette région les taux de malnutrition les plus élevés du pays.

Actions de la FAO:

En 2017, Christine Mushimirimana a été sélectionnée pour faire partie des 600 participants au projet de protection sociale de la FAO. Elle a reçu deux chèvres, de quoi planter des avocats, et des graines de légumes. Elle a également bénéficié de séances de formation sur la production de légumes et l'élevage de petits animaux dans une école pratique d'agriculture et d'apprentissage à la vie. Des cours ont également été dispensés sur le secteur agroalimentaire, la nutrition, l'égalité des genres et l'éducation financière. Enfin, les participants ont été encouragés à former des groupes d'épargne et de crédit, chaque membre devant y verser chaque semaine 400 francs rwandais (0,40 USD).

Résultats:

Christine Mushimirimana a fait pousser les plants d'avocat, qui ont donné dès la première récolte beaucoup plus de fruits que ce que sa famille était capable de consommer. Elle a alors contracté un emprunt auprès du groupe et commencé un petit commerce de fruits et légumes sur un marché le long de la grande route.

Impact:

Les mesures de protection sociale sont essentielles pour faire reculer la pauvreté et la faim, particulièrement dans les zones rurales. Elles permettent aux petits producteurs de gérer les risques, d'entreprendre davantage d'activités économiques et productives, et de regarder l'avenir sans craindre l'insécurité alimentaire.

Au Rwanda, dans les écoles Farmfield,
les agriculteurs apprennent à diversifier
leurs techniques pour obtenir de
meilleurs rendements
©FAO/Marco Longari



RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA: LES FEMMES AUTOCHTONES AUX COMMANDES POUR RESTAURER ET PROTÉGER LA RÉSERVE FORESTIÈRE D'IMATACA

CIBLE 5.a | Indicateur 5.a.1

- a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe;
b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par type de droit



Contexte:

La communauté autochtone Kariña vit dans la réserve forestière d'Imataca, qui abrite des jaguars, des tapirs, des singes hurleurs et l'immense harpie féroce. Cette biodiversité et l'occupation ancestrale de ces terres par les Kariña n'ont pas empêché l'implantation d'exploitations minières et l'abattage d'arbres par des personnes extérieures. De son côté, la communauté Kariña était caractérisée par une forte domination masculine, les femmes n'ayant, selon leurs propres termes, «ni le droit de s'exprimer, ni le droit de voter».

Actions de la FAO:

En coordination avec le Gouvernement vénézuélien, la FAO et le FEM ont aidé les femmes Kariña à créer une entreprise qui trouve de nouveaux moyens d'exploiter les ressources de la forêt, grâce à la commercialisation de produits non ligneux.

Résultats:

Le Gouvernement vénézuélien a accordé aux Kariña 7 000 hectares en cogestion. Le territoire est devenu le centre d'actions de formation et de restauration destinées à revitaliser les zones dégradées par les activités minières.

Impact:

Au-delà d'une meilleure gestion des forêts et de l'amélioration des moyens d'existence, il y a eu un changement de mentalité chez les Kariña: les femmes ont pris confiance dans leurs propres capacités de gestion. Comme le dit la «capitaine» du groupe, Cecilia Rivas, la communauté est devenue «la véritable gardienne de la forêt». En Amérique latine et ailleurs, la FAO travaille avec les peuples autochtones pour veiller à ce que leurs voix se fassent entendre et à ce que leur savoir ancestral et leur rôle de gardien soient reconnus.



Les femmes Karina aux commandes
pour restaurer la réserve forestière
d'Imataca, au Venezuela
©FAO/Jesús Contreras

GUATEMALA: DONNER AUX FEMMES VOIX AU CHAPITRE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION

CIBLE 5.a | Indicateur 5.a.2

Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres



Contexte:

Même si l'égalité des genres a progressé au Guatemala, la culture rurale reste marquée par l'hégémonie masculine. Moins de 8 pour cent des agricultrices guatémaltèques possèdent la terre qu'elles travaillent. Il leur est donc difficile d'obtenir des crédits, et leur pouvoir de décision en est très limité.

Actions de la FAO:

La FAO a aidé le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation à renforcer ses capacités pour lui permettre d'élaborer une politique d'égalité des genres, en lui apportant des conseils techniques pour accompagner la création d'un nouveau Cabinet spécial pour les femmes. L'Organisation a également aidé à la constitution d'un groupe de travail technique sur le développement rural qui sera interinstitutionnel et intersectoriel et s'intéressera particulièrement aux questions de genre et aux peuples autochtones.

Résultats:

En août 2016, le Gouvernement guatémaltèque a ratifié sa première politique d'égalité des genres dans les domaines de la sécurité alimentaire nationale, de la nutrition et du développement rural. La FAO et d'autres institutions des Nations Unies ont facilité l'infléchissement culturel du pays en réunissant les pouvoirs publics et la société civile pour mettre la politique en pratique.

Impact:

Les politiques de ce type sont des jalons dans la mise en œuvre de la [Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes \(CEDAW\)](#). En renforçant le cadre institutionnel et juridique, la FAO rend possible l'amélioration progressive et pérenne de la qualité de vie des femmes rurales et autochtones, en particulier dans les pays en développement.



Les femmes propriétaires terriennes – ici en Somalie – sont encore très minoritaires dans une bonne partie du monde
©FAO/Isak Amin/ARETE

PASSER DES RÉSULTATS LOCAUX À DES IMPACTS MONDIAUX

La peste bovine décimait autrefois le bétail. La FAO a contribué à son éradication mondiale.
©FAO/Ishara Kodikara

La FAO est présente depuis longtemps sur le terrain, où elle met en évidence les besoins et difficultés de pays et de communautés très divers et agit pour y remédier. L'approche programmatique de l'Organisation privilégie les initiatives qui apportent des améliorations dans les quatre dimensions, et dont les effets locaux se répercutent ensuite pour produire des impacts mondiaux.

L'APPROCHE PROGRAMMATIQUE DE L'ORGANISATION PRIVILÉGE LES INITIATIVES QUI APPORTENT DES AMÉLIORATIONS DANS LES QUATRE DIMENSIONS, ET DONT LES EFFETS LOCAUX SE RÉPERCUTENT ENSUITE POUR PRODUIRE DES IMPACTS MONDIAUX.

Afin d'accélérer les progrès en direction des ODD, diverses initiatives et programmes mondiaux sont mis en œuvre, allant de la foresterie durable et du suivi des écosystèmes jusqu'aux mesures de protection sociale en faveur des agriculteurs locaux. L'**Initiative sur le suivi national des forêts** aide plus de 50 pays à mettre au point des systèmes de surveillance modernes, transparents, fiables et accessibles, au moyen d'outils gratuits et «open source» exploitant les données sur

les forêts fournies par des systèmes de télédétection et des inventaires de terrain (ODD13, ODD15, ODD17).

Le **Cadre de suivi de la restauration des écosystèmes** permet de surveiller et transmettre des rapports sur les indicateurs de restauration dans les écosystèmes clés.

L'**Évaluation des ressources forestières mondiales**, de son côté, contient des analyses régionales et mondiales détaillées concernant 236 pays et territoires afin de répondre aux besoins des parties prenantes dans toute leur diversité (ODD13, ODD15, ODD17).

L'Initiative phare **Main dans la main** de la FAO contribue à accélérer la transformation du secteur agroalimentaire et le développement rural durable en constituant des partenariats entre pays développés et pays affichant des taux élevés de prévalence de la pauvreté et de la faim, de manière à attirer de nouveaux bailleurs de fonds ou des investisseurs privés. Elle aide aussi à recenser les déficits d'investissement à cibler pour les bailleurs de fonds actuels ou les institutions multilatérales ou bilatérales (ODD1, ODD2, ODD10, ODD17). Grâce en grande partie à des financements de l'Agence suédoise de coopération et d'aide au développement international, le programme d'**approche pays intégrée** de la FAO fournit un appui en matière de politique publique pour assurer aux populations rurales des emplois décents, en stimulant la création d'emploi pour les jeunes dans les systèmes agroalimentaires en Afrique subsaharienne et en Amérique latine (ODD5, ODD8, ODD17). L'**Initiative Villes vertes** a pour but d'améliorer les moyens d'existence et le bien-être des populations urbaines et rurales en renforçant les liens ville-campagne et la résilience des populations, des systèmes et des services

urbains aux chocs externes; elle a aussi pour vocation d'accroître la collaboration entre les autorités locales et nationales et de favoriser les échanges entre les populations rurales et urbaines, en particulier avec les femmes et les jeunes (ODD11, ODD12, ODD13).

Pour que la FAO soit à même de traiter efficacement des problèmes complexes dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, elle doit faire preuve d'une grande souplesse. Le **Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19** a été conçu pour gérer les conséquences socioéconomiques de la pandémie au moyen d'une enveloppe initiale de 1,3 milliard de dollars devant

permettre de réagir vite et de manière coordonnée pendant et après la pandémie (ODD2, ODD17). De façon plus permanente, le **Fonds fiduciaire africain de solidarité (ASTF)** fournit des financements ayant un rôle catalyseur pour des initiatives Afrique-Afrique en matière d'alimentation et d'agriculture d'envergure régionale ou nationale – un instrument novateur sous conduite africaine destiné à renforcer la sécurité alimentaire (ODD1, ODD2, ODD17). Par ailleurs, l'accréditation de la FAO par le **Fonds d'adaptation** et le **Fonds vert pour le climat** en tant que partenaire d'exécution lui permet d'aider les pays vulnérables à combattre les effets du changement climatique (ODD13, ODD17).



Avec ses 1 200 stands, le marché de Lo Valledor à Santiago du Chili a permis de nourrir des milliers de personnes pendant la pandémie ©FAO/Max Valencia



Distribution par la FAO de semences améliorées à des communautés vivant sur des terres inhospitalières dans la région de Zinder (Niger)
©FAO/Issouf Sanogo

Les partenariats ne se limitent pas à des financements: ils portent aussi sur des plateformes et des réseaux communs. La FAO est membre active du **Conseil de coopération interinstitutions pour la protection sociale** et partenaire de la plateforme socialprotection.org ainsi que de la plateforme **Social Protection and Human Rights** (ODD1, ODD5, ODD16, ODD17). L'Organisation héberge la **Plateforme de connaissances sur l'agriculture familiale**, qui fournit un guichet unique d'accès à des informations internationales, régionales et nationales sur les sujets relatifs à l'agriculture familiale (ODD2, ODD8, ODD10, ODD17). Avec le PAM et l'Union européenne, la FAO a lancé le **Réseau mondial contre les crises alimentaires**, une alliance d'acteurs humanitaires

et du développement créée pour atténuer les effets des crises et favoriser une reprise et un relèvement résilients et durables (ODD2, ODD16, ODD17). Enfin, la FAO héberge aujourd'hui le **Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires**, qui collabore avec et s'appuie sur les capacités du système des Nations Unies pour faciliter les activités de suivi du [Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires](#) organisé en 2021. Cet organe œuvre à sensibiliser la communauté internationale et à déclencher des actions en vue de transformer les systèmes agroalimentaires, d'éliminer la faim et de faire reculer les maladies liées à l'alimentation; en cela, il contribue de façon unique à accélérer la mise en œuvre des ODD (ODD1, ODD2, ODD17).

NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ



Des femmes Massai arrosent les jeunes
plants d'une pépinière communautaire
dans la forêt de Kirisia (Kenya)
©FAO/Luis Tato

Le rythme des progrès réalisés en direction des ODD est-il suffisant pour atteindre à temps les objectifs du Programme 2030? Il est clair que non. Néanmoins, sauf revers considérables, tout n'est pas perdu. En septembre 2021, dans un rapport sur l'état des indicateurs relatifs aux ODD sur l'alimentation et l'agriculture, la FAO a constaté d'immenses avancées dans des domaines comme la mise en

œuvre de mesures de lutte contre la pêche INDNR, la gestion durable des forêts, la suppression des subventions à l'exportation dans le secteur agricole, les investissements destinés à stimuler la productivité agricole dans les pays en développement, et l'accès des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) aux marchés en franchise de droits, en particulier pour les produits agricoles.





De l'eau pour arroser les choux au village de Thiaye, dans la région de Thiès (Sénégal)
©FAO/Olivier Asselin

Beaucoup de chemin reste à faire. Le monde doit intensifier les investissements dans l'agriculture et dans les sciences et l'innovation touchant à l'agriculture. Il importe d'améliorer l'accès des agriculteurs aux nouvelles technologies agricoles, au crédit et à l'information. Il est urgent d'agir pour soutenir les petits producteurs alimentaires, conserver les ressources phytogénétiques et zoogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et contrer l'instabilité des prix alimentaires. Il faut faire davantage pour empêcher que des événements potentiellement dangereux ne se transforment en

catastrophes majeures. Nous devons impérativement améliorer l'efficacité d'utilisation de l'eau dans les régions les plus touchées par le stress hydrique, intervenir pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires, et protéger les écosystèmes terrestres et forestiers en général. Des mesures beaucoup plus énergiques doivent être prises concernant les droits fonciers des femmes, sur le plan juridique et pratique. La pêche INDNR doit être combattue avec plus de force. Et pour atteindre tous ces objectifs, nous avons cruellement besoin de données de haute qualité et actuelles.

Depuis sa création, la FAO est en première ligne des efforts déployés par la communauté internationale pour éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire dans le monde. Il est clair aujourd'hui que ses objectifs sont ceux de la planète tout entière, et qu'ils ne pourront être atteints que dans le cadre d'un développement durable, conjuguant croissance économique, développement social et protection de l'environnement. La FAO s'emploie donc à autonomiser les communautés locales, afin qu'ensemble, elles puissent apporter leur pierre à la réalisation du Programme 2030 et des

ODD. La tâche n'est pas simple. Mais l'Organisation poursuivra sans relâche cette mission, dont elle est investie en tant qu'organisme responsable de 21 indicateurs relatifs aux ODD et hébergeur du **Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires**: la FAO n'aura de cesse de mobiliser tous les acteurs concernés, y compris le secteur privé qui constitue un partenaire stratégique, pour faire advenir des systèmes agroalimentaires dynamiques et durables qui feront progresser l'humanité.



Promotion des savoirs traditionnels samis et des compétences autochtones en matière de pêche au siège de la FAO
©FAO/Alessia Pierdomenico

Les objectifs de développement durable (ODD) sont notre affaire à tous. Mais les nouveaux conflits qui s'invitent, le choc climatique et les crises sociales et sanitaires risquent de nous les faire perdre de vue. Ils représentent pourtant notre meilleur espoir de bâtir un avenir meilleur pour l'humanité et la planète. Cette publication montre le travail mené sans relâche par la FAO et ses partenaires pour atteindre les ODD, projet après projet, dans tous les domaines et tous les pays..

«Le nouveau cadre stratégique et plan d'action de la FAO reflète l'indivisibilité et le caractère intégré des ODD et atteste de notre engagement total envers le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous accélérons la réalisation des ODD par la promotion de systèmes agroalimentaires plus efficaces, inclusifs, résilients et durables qui améliorent la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie, en ne laissant personne de côté.»

Qu Dongyu, Directeur général
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture